



**PRÉFÈTE
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction du Pilotage
et de l'Animation Interministérielle**
Bureau de l'environnement

1 OCT. 2024

**Arrêté n° 83/2024/ENV du
relatif aux modifications des installations sur le site de la société WELLMAN RECYCLAGE
NEUFCHATEAU situé sur le territoire de la commune de Rebeuville**

La préfète des Vosges
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1531/2007 du 18 juin 2007 modifié autorisant la société SOREPLA INDUSTRIE à étendre les activités de son établissement situé sur le territoire de la commune de Rebeuville ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 752/2020/DREAL/UD88 du 07 décembre 2020 portant changement d'exploitant du site de la société WELLMAN NEUFCHATEAU RECYCLAGE situé sur le territoire de la commune de Rebeuville ;

Vu le porter à connaissance déposé le 26 août 2024, par la société WELLMAN NEUFCHATEAU RECYCLAGE informant Mme la Préfète des Vosges d'un projet de modification des installations soumises à autorisation ;

Vu les documents annexés à cette demande ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 septembre 2024 ;

Considérant que le projet de modification, objet du porter à connaissance mentionné ci-dessus, ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant que la société WELLMAN NEUFCHATEAU RECYCLAGE a été régulièrement autorisée à exploiter des installations de recyclage de déchets de matières plastiques, soumises à autorisation au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;

Considérant que les déclarations présentées par la société WELLMAN NEUFCHATEAU RECYCLAGE nécessitent la mise à jour des articles 1.2.1 et 4.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1531/2007 du 18 juin 2007, modifié faisant état de la situation administrative de la société et de la réutilisation des eaux du bassin

écrêteur dans le process de l'unité « LAC2 » ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées ci-dessous est de nature à préserver les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la société WELLMAN NEUFCHATEAU RECYCLAGE n'a pas émis d'observations liées au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 11 septembre 2024 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1531/2007 du 18 juin 2007, modifié est remplacé par les dispositions suivantes : « Les activités de l'établissement visées par la nomenclature des installations classées sont les suivantes :

Rubriques ICPE		Situation demandée après modification	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2660-a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410, la capacité de production étant : a) Supérieure à 10 t/j	Installation de polycondensation de PET Capacité de 62,4 t/j	A
2661-1-a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j	Extrusion de polymère Capacité de 90 t/j	A
3410-h	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques	Installation de	

Rubriques ICPE		Situation demandée après modification	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
	organiques, tels que : h) matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose)	polycondensation de PET Capacité de 62,4 t/j	A
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Volume de plastique susceptible d'être présent : 55 400 m ³	E
2661-2-a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 20 t/j	Quantité de matière susceptible d'être traitée : 190 t/j	E
2910	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour	3,25 MW (2 chaudières de 1,024 et 2,23 MW)	DC

Rubriques ICPE		Situation demandée après modification	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
	<p>lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>		
2663-2-b	<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>c) Supérieur ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 10 000 m³</p>	5 300 m ³	D
1185-2-a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	Quantité cumulée : 598,29 kg	DC
1414-3	<p>Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de)</p> <p>3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs</p>	5 tonnes de propane	DC

Rubriques ICPE		Situation demandée après modification	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
	ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)		

Le site est concerné par la rubrique IOTA n° 2.1.5.0 « Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha », soumis à Déclaration : $52\,000\text{ m}^2 + 9\,500\text{ m}^2 = 61\,500\text{ m}^2$

Article 2 – Réutilisation des eaux du bassin écrêteur dans le process

L'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1531/2007 du 18 juin 2007, modifié est remplacé par les dispositions suivantes : « Les différents rejets du site sont :

- Eaux usées sanitaires : Les eaux usées sanitaires rejoignent le réseau d'assainissement communal, elles sont traitées par la station communale de Neufchâteau. Les volumes rejetés sont de l'ordre de $10\text{ m}^3/\text{j}$.
- Eaux pluviales :
 - Les eaux pluviales et de ruissellement récupérées au niveau des toitures de LAC2 et des aires imperméabilisées de stockage des balles et des BIG Bag transitent par le bassin écrêteur de 4500 m^3 , puis par le process de l'unité LAC 2, et par la station de traitement du site. Les eaux traitées rejoignent le réseau unitaire Avenue Général de Gaulle puis la station communale,
 - Les eaux pluviales issues de toiture hall LAC1 et de l'aire Nord ne sont pas raccordées au bassin écrêteur. Ces eaux rejoignent le réseau unitaire Avenue Général de Gaulle puis la station communale. L'aire Nord qui sera aménagée en parking disposera d'un séparateur d'hydrocarbure avant rejet dans le réseau,
 - Les eaux pluviales issues du parking Poids Lourds transitent par un séparateur d'hydrocarbure puis rejoignent les ouvrages de la ZAE (décanteur et fossé filtrant) et le réseau séparatif rue Georges Brassens puis la station communale.
- Eaux industrielles : Les eaux de lavage des sols, de refroidissement ainsi que les eaux utilisées dans le process sont rejetées au réseau d'assainissement après passage par la station de traitement interne du site puis rejoignent le réseau unitaire Avenue Général de Gaulle puis la station communale.

Article 3 – Prescriptions liées au risque d'incendie

L'extension des stockages des matières premières :

- répond aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1531/2007 du 18 juin 2007 modifié,
- répond aux dispositions de l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la

rubrique [...]2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

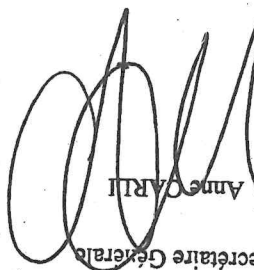
Article 4 - La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société WELLMAN RECYCLAGE NEUCHATEAU et dont copie sera adressée à la mairie de Rebeuville et pourra y être consultée, et au sous-préfet de Neufchâteau.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois, publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Épinal, le

1 OCT. 2024

La Préfète,


Anne CARLI
Secrétaire Générale
Par délégation, la Sous-Préfète,

Voies et délais de recours :

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à Madame la préfète des Vosges Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision : Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire 246, boulevard Saint Germain - 75700 PARIS

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif. Le recours contentieux doit être adressé au : Tribunal administratif de Nancy